

Article

« La traduction des noms d'institutions »

John Humbley

Meta : journal des traducteurs / Meta: Translators' Journal, vol. 51, n° 4, 2006, p. 671-689.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/014334ar>

DOI: 10.7202/014334ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

La traduction des noms d'institutions

JOHN HUMBLEY

Université Paris 7 – Denis-Diderot, Paris, France

john.humbley@eila.jussieu.fr

RÉSUMÉ

On prétend que les noms propres ne se traduisent pas. Ceci est loin d'être le cas des noms d'institutions, qui comportent souvent un équivalent très officiel dans plusieurs langues étrangères, mais il ne semble pas exister une doctrine établie concernant les principes qui doivent présider à ce genre de traduction. La présente étude vise à proposer quelques principes à la lumière de l'observation de la pratique actuelle, telle qu'on la constate en Europe en particulier. À partir d'Internet, qui sert de mégacorpus, on a examiné des traductions de noms d'institutions (politiques, économiques et d'enseignement) sur les plans international et européen, national, régional (et départemental pour la France) et local. Le plan international semble le plus systématique, le plan local le moins en ce qui concerne la présence de la traduction et de sa forme. On propose une série de recommandations à l'intention d'institutions désireuses de traduire leur nom.

ABSTRACT

It is often claimed that proper names are not translated. This is clearly not the case for names of institutions, which often have official equivalents in various foreign languages, but there seems to be a lack of discussion on the principles which govern this translation. The following study intends to provide some guidelines for translating names of institutions, derived from the observation of current practice, particularly in Europe. Using the Internet as a megacorpus, translations of institutions (political, economic and educational) were examined on an international and European, national, regional (and – for France – departmental) and local level. It appears that the international level is the most and the local the least systematic in both providing translation or not, and in the form this translation takes. A series of recommendations are put forward for local institutions contemplating a translation of their names.

MOTS-CLÉS/KEYWORDS

international, national, noms d'institutions, nom propre, régional

Introduction

Parmi les critères invoqués autrefois pour distinguer noms propres et noms communs, la non-traduisibilité venait en bonne place (Vaxelaire 2001: 114-131). Il s'avère que ce critère ne s'applique pas à de nombreuses catégories de noms propres, dont les noms d'institutions; en effet, dans ce cas précis, la traduction se fait couramment mais de façon peu systématique. Le nom d'institution constitue ainsi un cas intéressant à plusieurs titres: d'abord il pose des problèmes pratiques de plusieurs ordres, en particulier ceux qui découlent de la variation et tout ce qu'elle entraîne, ainsi que celui de l'image de l'institution véhiculée par la traduction, problèmes qui deviennent urgents dans la perspective de l'intégration européenne et qui nécessitent la définition d'une politique linguistique. Par ailleurs, il est révélateur de certaines régularités qui donnent à penser que la distinction entre nom propre et nom commun est bien moins rigide qu'on ne le dit souvent.

Afin de mieux connaître la situation réelle et de fixer quelques lignes de conduite à la fois pour les traducteurs et pour les responsables d'institutions désireuses de traduire leur nom, mais sans aborder les questions de traitement automatique, nous avons procédé à un sondage, qui constitue le fondement de cette étude. La méthode retenue comporte dans un premier temps une recherche effectuée sur Internet pour repérer les sites officiels d'institutions qui comportent la traduction de leur nom en une ou plusieurs langues. Ensuite, nous avons comparé la fréquence de cette traduction à d'autres relevées ailleurs. Nous avons enfin analysé les traductions proposées dans le but de dégager les tendances linguistiques et idéologiques comme préalables de la définition d'une politique linguistique de la traduction du nom propre. Afin de guider ces recherches et d'établir une grille d'analyse, nous opérons un double découpage, d'abord par compétence géographique, puis par type d'activité. Au-delà d'une description de la situation actuelle, nous pensons pouvoir mettre en lumière quelques tendances pratiques, ainsi qu'un certain nombre de points communs entre noms propres et noms communs dans le vocabulaire institutionnel.

Une des tendances que nous croyons pouvoir discerner concerne la recherche de l'isomorphisme qui accompagne différentes manifestations de la mondialisation. Nous savons, par exemple, que dans le secteur commercial, les fabricants cherchent à adopter des noms qui soient les mêmes quel que soit le pays dans lequel on se trouve. C'est le cas notamment des marques et des raisons sociales. Le fabricant américain des *Treets* a préféré débaptiser cette petite gâterie chocolatée pour l'appeler *M&M's* dans tous les pays du monde. De même, la Compagnie générale des eaux a profité d'une fusion pour se muer en *Vivendi*, nom qui ne nécessite aucune traduction (Schmitt 1998 : 71). Dans le présent volume, Thierry Grass signale la même tendance pour les toponymes. Notre enquête vise à connaître si elle se manifeste et de quelle façon dans le cas des noms d'institutions.

Une deuxième supposition concerne les langues en jeu, surtout en ce qui concerne le choix entre la traduction et la décision de laisser le nom de l'institution dans la langue d'origine. Il semble probable que l'on traduise davantage à partir de langues moins connues et moins répandues, et moins à partir des langues véhiculaires. On peut s'attendre, de ce point de vue, à ce que des noms d'institutions de langue anglaise en particulier fassent moins souvent l'objet d'une traduction, compte tenu de la place qu'occupe l'anglais dans le processus de la mondialisation. L'anglais pourrait ainsi constituer un des vecteurs de l'isomorphisme. Les entreprises qui adoptent un slogan unique en langue anglaise poussent un peu plus loin cette tendance en imposant un nom unique en anglais. Dans le contexte français, il est important de savoir si les langues des pays voisins sont mieux représentées dans les régions limitrophes, et si les langues régionales sont utilisées pour la traduction de noms d'institutions.

Une dernière considération est pertinente à notre argumentation, mais, faute de place, elle ne sera pas développée ici. Il semble clair que le choix d'une traduction d'un nom d'institution n'est pas une action neutre : l'idéologie entre nécessairement dans le choix – d'abord celui de traduire ou de ne pas traduire, celui des langues de traduction et le plus important : la décision de se rapprocher de la culture de la langue source ou de celle de la langue cible. Elle est traitée dans l'article de Jean-Louis Vaxelaire dans le présent volume.

Éléments de définition

La définition de ce qui constitue, du moins pour les besoins de l'enquête, un nom d'institution, mérite quelques précisions. Dans un premier temps, nous n'avons pas utilisé la classification pragmatique de Thierry Grass (2000; 2002) et nous avons préféré suivre les pistes laissées par les problèmes constatés lors des traductions effectuées dans le contexte européen. De plus, nous récusons une division radicale entre nom propre et nom commun. Nous relevons dans le vocabulaire institutionnel qui nous concerne de nombreux problèmes de traduction qui touchent les noms communs comme les noms propres. La traduction de *Université Paris 7 Denis-Diderot* (réfèrent unique, donc nom propre) se pose dans les mêmes termes que celle de *conseil scientifique* ou *conseil des études et de la vie étudiante* (dont le réfèrent n'est pourtant pas unique – chaque université française en a) : dans les deux cas, il s'agit de problèmes communs au vocabulaire institutionnel. Nous considérons qu'ils illustrent le caractère artificiel de la division chez les spécialistes du nom propre. De l'avis de Grass, certains noms d'institutions ne relèvent pas de cette catégorie : à ses yeux, *Augsburger Landgericht = tribunal régional d'Augsbourg* (Grass 2000 : 648¹) n'est pas un nom propre. Pourtant il pose les mêmes problèmes de traduction que d'autres catégories qu'il caractérise comme noms propres. De même, les noms d'institutions se répartissent en au moins deux des quatre classes qu'il identifie à la suite de Bauer (Grass 2000 : 666-667), à savoir : anthroponymes (partis et organisations, clubs sportifs) et ergonymes (entreprises, établissements d'enseignement et de recherche). Plus récemment Grass (2002 : 50 et 151) s'interroge sur le classement des entreprises et des établissements d'enseignement et de recherche, qu'il regroupe désormais dans les anthroponymes. Mais au-delà d'une répartition un peu hasardeuse, on constate que les tendances de traduction qu'il dégage ne s'appliquent pas complètement aux noms d'institutions. Par exemple, nous verrons que les ergonymes institutionnels sont très souvent traduits (Grass 2000 : 665). Il est vrai qu'ils ont presque toujours, du moins dans les cas qui nous intéressent, une forme polylexicale.

À nos yeux, les différences de classification n'invalident ni l'une ni l'autre des propositions : les deux sont purement heuristiques, et ne visent qu'à balayer le champ, dans le but de faire ressortir les problèmes et plus particulièrement dans des secteurs mal décrits et encore plus mal servis.

Les enquêtes préliminaires

Le premier problème de la traduction des noms d'institutions est, comme pour d'autres catégories de noms propres (Grass 2002 : 179), les variations parfois foisonnantes. Le traducteur qui cherche la traduction en anglais de *Université Paris 7 Denis-Diderot*, pour n'en donner qu'un exemple que nous exposerons en détail plus loin, relève, sur Internet et dans la documentation interne, un très grand nombre de formes différentes. Cette variation, qui existe également mais dans une moindre mesure dans la langue d'origine, peut être source de confusion : un étranger pourrait en conclure qu'il s'agit de deux établissements différents (*Denis Diderot University* et *University of Paris 7*, tous les deux attestés). Ce problème de la variation a poussé l'État norvégien, il y a une quinzaine d'années, à commanditer auprès d'une linguiste anglaise une traduction officielle du nom des ministères et d'autres institutions nationales, afin de

contrecarrer la tendance naturelle de la profusion de différentes traductions émanant souvent de l'organisme concerné. La traduction proposée devait être employée systématiquement par l'institution concernée ainsi que par l'ensemble du service public norvégien. Cet exemple constitue en quelque sorte un modèle de planification linguistique, mais un modèle qui a des limites, que nous examinerons.

Certes, le problème de la variation ne concerne pas uniquement la traduction ; elle peut également occasionner une gêne considérable à l'intérieur d'une même communauté linguistique. On connaît par exemple le désarroi des documentalistes français lors de chaque changement de gouvernement, qui entraîne des modifications de titres et de compétences des ministères. Mais le resserrement des liens internationaux et la construction européenne donnent lieu à des besoins accrus de traduction, et le nom d'institution est une catégorie qui pose particulièrement problème, à la fois pour l'image de l'institution en question, mais aussi du point de vue du traitement automatique du langage.

Nous avons commencé par nous interroger sur le nom de l'université où nous travaillons, qui souligne la variation déjà présente en français, mais amplifiée par la traduction. Nous avons repéré six traductions différentes, indiquées ci-dessous, accompagnées du nombre de documents repérés par Google le jour du sondage. Nous n'avons pas de données pour l'absence de traduction dans les documents de langue anglaise, mais les formes (avec ou sans *de*) sont attestées. En outre, si on ajoute les différentes combinaisons comportant en plus *Denis-Diderot* (avec ou plus généralement sans trait d'union), il est évident que la variation est très importante. Le rectorat de l'Académie de Paris préconise la traduction la plus radicale (*Denis-Diderot University*), mais qui est relativement peu représentée sur le Web.

Nom complet de l'institution en français	Équivalent anglais	Attestations Altavista 10 décembre 2002
<i>Université Paris 7 Denis-Diderot</i>	<i>Université Paris 7 Denis-Diderot</i>	Statistiques non disponibles
	<i>Université Paris 7</i>	Statistiques non disponibles
	<i>University Paris 7</i>	204
	<i>University of Paris 7</i>	44
	<i>Paris 7 University</i>	176
	<i>Denis Diderot University</i>	10
	Ainsi que d'autres combinaisons – ex. : <i>University Paris 7 Denis Diderot</i> , etc.	

Sans intervention donc, la variété de traductions de noms d'institutions est potentiellement très importante. Considérons maintenant le cas d'un pays dont nous avons parlé en introduction, qui a pris la mesure des enjeux de la traduction et qui a institué une normalisation systématique : la Norvège. Nous avons cherché à savoir si la normalisation entreprise dans les années 1980 a été suivie d'effet. La recherche est facilitée par un site unifié de tous les ministères qui fournit de nombreuses pages en anglais.

Pages d'accueil des ministères norvégiens (extrait)

Nom du ministère en norvégien (boksmål)	Équivalent en anglais
Statsministerens kontor	<i>The Office of the Prime Minister of Norway</i>
Statsministerens kontor er Statsrådets og Regjeringens felleskontor	<i>The Office of the Prime Minister is the central office of the Council of State and the Government</i>
Landbruksdepartementet	<i>The Ministry of Agriculture</i>
Berne- og familiedepartementet	The Ministry of Children and Family Affairs
Kultur- og kirke departementet	The Ministry of Cultural and Church Affairs
Nærings- og handelsdepartementet	The Ministry of Trade and Industry
Kommunal og regionaldepartementet	<i>Ministry of Local Government and Regional Development</i>
Samferdselsdepartementet	Ministry of Transport and Communications

Le nom anglais est utilisé systématiquement dans les sites officiels, et à l'exclusion de toute autre forme. La seule variation concerne l'emploi de l'article défini, systématique en norvégien, fluctuante en anglais, du moins dans les titres. Une recherche complémentaire effectuée sur d'autres sites, surtout journalistiques, confirme la réussite de la politique de systématisation : les variations représentent une infime minorité des cas. La ministre du « Gouvernement local et du Développement régional » se voit attribuer dans un journal en ligne <<http://www.reddbarna.no/english/index.shtml>> le titre de *Minister of Interior* plutôt que *Minister of Local Government and Regional Development*. Ces écarts semblent très rares.

Enquête systématique

Afin de poursuivre l'enquête de façon plus systématique, nous avons divisé le sondage en deux types de catégories : d'abord par niveau de compétence administrative et en se basant sur la France : international, européen, national, régional, départemental et local. Il ne semble pas gênant d'avoir un nombre de catégories variables par pays (le niveau fédéral en Allemagne par exemple), car le but n'est pas de comparer par niveau, mais de bien balayer tous les cas possibles. Ensuite, nous avons procédé par type d'activités : politique (noms de partis en particulier), administratif, culturel, économique et scientifique. Nous nous limitons en principe aux institutions à but non lucratif, mais il s'agit d'une division purement pragmatique, car les problèmes sont identiques, même si les contraintes divergent beaucoup. En outre, nous privilégions les niveaux régional et local, là où nous supposons la traduction moins systématique, et nous prenons comme point de départ les sites français.

International

Sur le plan international, le sondage reste à un niveau très superficiel ; nous avons pris l'exemple de quelques grands organismes internationaux très connus². Leur nom existe très souvent en version bilingue, du moins pour l'anglais et le français, surtout lorsque ces deux langues sont en plus langues officielles. L'emploi des sigles est moins

systématique, mais le français aurait tendance à employer le sigle qui correspond au développement français (*Organisation mondiale de la santé: OMS; Organisation de coopération économique et du développement: OCDE*), tandis que l'allemand conserve plutôt le sigle anglais *Weltgesundheitsorganisation: WHO; Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung: OECD*). Il semble toutefois que les traductions soient systématiques et normalisées pour l'anglais et le français, du moins pour les institutions étatiques et paraétatiques.

Européen

Les institutions de l'Union européenne portent un nom décliné dans toutes les langues de la communauté, et non seulement dans les principales. Nous n'avons pas relevé d'exceptions, et on peut considérer que ce bon exemple représente un espoir pour le plurilinguisme sur d'autres plans.

National

Sur le plan national français, nous nous sommes limité aux sites des ministères, décrit ci-dessous. La situation est très contrastée par rapport à celle de la Norvège: seul le ministère des Affaires étrangères (ainsi que l'Élysée) dispose d'un site plurilingue, les autres ministères se limitant (du moins fin 2002) à un site monolingue. La recherche de la variation s'est ainsi révélée sans objet dans la grande majorité des cas, mais il est intéressant de noter une véritable ambition plurilingue, et la présence d'autres langues que l'anglais pour les deux sites mentionnés.

Celui de l'Élysée mérite qu'on se penche dessus, car il comporte une traduction trilingue des principales institutions de la République. On constate ici comme dans tant d'autres sites de ce genre, que des noms propres côtoient des noms communs, le cadre institutionnel imposant ses propres contraintes.

Site de l'Élysée

Premier ministre	Premierminister	Prime Minister	Primer ministro
Assemblée nationale	Nationalversammlung	Parliament	Congreso de Diputados
Sénat	Senat	Senate	Senado
Conseil constitutionnel	Verfassungsrat	Constitutional Council	Consejo Constitucional
Cour de cassation	Kassationsgericht	Court of cassation	Tribunal de Casación
Cour des comptes	Rechnungshof	Auditor-General's Department	Tribunal de Cuentas
Conseil d'État	Oberster Verwaltungsrichter (und Rat)	State Council	Consejo de Estado
Médiateur de la république	Ombudsmann der Republik [sic]	Parliamentary Ombudsman	Mediador de la República
Conseil économique et social	Wirtschafts- und Sozialrat	Economic and social Council	Consejo Económico y Social

Il existe par ailleurs un site officiel qui propose des traductions en anglais et en allemand des sites officiels, dont ceux des ministères. On remarque une certaine simplification par rapport aux titres français (Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité

intérieure et des Libertés locales qui devient *Ministry of the Interior* et *Innenministerium*), ce qui paraît tout à fait justifié, compte tenu des besoins différents des étrangers et des nationaux.

Annuaire des sites Internet publics/Directory of French Public Websites/Verzeichnis der öffentlichen Internetseiten

Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales	Ministry for Agriculture and Fisheries	Ministerium für Landwirtschaft und Fischerei
Ministère de l'écologie et du développement durable	Ministry for National Development and Environment	Ministerium für Raumordnung und Umwelt
Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie	Ministry for Economic Affairs, Finance and Industry	Ministerium für Wirtschaft, Finanzen und Industrie
Ministère délégué à l'industrie	Ministry with responsibility for Industry	Ministerium für Industrie
Ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer	Ministry for Infrastructure, Transport and Housing	Ministerium für öffentliche Arbeiten, Verkehr und Wohnungsbau
Secrétariat d'État au tourisme	Secretary of State for Tourism	Staatssekretariat für Tourismus
Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales	Ministry of the Interior	Innenministerium
Ministère de l'outre-mer	Ministry for French Overseas Territories	Ministerium für Übersee
Ministère de la culture et de la communication	Ministry for Culture and Media Studies	Ministerium für Kultur und Kommunikation
Ministère de la défense	Ministry of Defence	Verteidigungsministerium
Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche	Ministry of national Education	Ministerium für Erziehung
Ministère délégué à la recherche et aux nouvelles technologies	Ministry for Research and New Technologies	Ministerium für Forschung und Neue Technologien
Ministère de la justice	Ministry of Justice	Justizministerium
Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité	Ministry for Employment and Solidarity	Ministerium für Arbeit und Solidarität
Ministère délégué à la ville et à la rénovation urbaine	Ministry in charge of urban Affairs	Ministerium für Stadt
Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité	Ministry for Employment and Solidarity	Ministerium für Arbeit und Solidarität
Ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées	Ministry in charge of Health	Ministerium für Gesundheit
Ministère des affaires étrangères	Ministry for Foreign Affairs	Außenministerium

Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'État	Ministry for the Civil Service and Government Reform	Ministerium für Öffentlichen Dienst und Staatsreform
Ministère des sports	Ministry for Sports	Ministerium für Sport
Premier Ministre	Prime Minister	Der Premierminister

<<http://lessites.service-public.fr/cgi-bin/annusite/annusite.fcgi/nat5?stheme=MIN&lang=uk>>

La recherche des concurrents se révèle fructueuse; pour le ministère de l'Éducation nationale, on relève dans des sites de langue anglaise: (*French*) *Ministry of National Education*, (*French*) *Ministry of Education*, *French Ministère de l'Education nationale*...

On relève autant *Ministry for Industry* que *Ministry with responsibility for Industry* et encore plus *Ministry of Industry*.

Bref, la traduction des noms des ministères français semble moins systématique que ce que nous relevons pour la Norvège.

Régional

C'est à partir de sites de compétence régionale que nous avons commencé à sonder systématiquement. C'est ainsi que nous avons passé en revue les sites officiels de toutes les régions françaises, en tenant compte de l'anglais, de l'allemand et des langues régionales.

Peu de sites comportent une version anglaise, et certains qui en ont n'indiquent pas en anglais le nom de la région. Pour ce qui est du conseil régional, on relève pour la Bretagne *Regional Council of Brittany*, mais *Regional council of Pays de la Loire* ainsi que *Pays de la Loire Regional Council*, tandis que pour celle de la Basse-Normandie *Lower Normandy Regional Council*. Le peu d'exemples relevés donne à penser qu'il existe une importante hétérogénéité, à la fois en ce qui concerne l'ordre des éléments et la traduction ou non du toponyme associé. On remarque par ailleurs la présence de toponymes régionaux traduits (qui dépassent d'ailleurs le cadre des noms d'institutions) sur d'autres sites, y compris commerciaux. Celui d'Alstom par exemple présente *The Region of Brittany* <<http://www.railway-technology.com/contractors/suburban/alstom/press1.html>>, tandis que la SNCF Régions évite le problème de la traduction en indiquant non pas le nom de la région, mais celui de la ville principale. Les éventuelles stratégies d'évitement de la traduction seraient intéressantes à analyser dans le cas des noms d'institutions.

L'allemand est généralement encore moins représenté sur les sites régionaux que l'anglais, même en Alsace, mais les quelques exemples que l'on relève soulignent le caractère hétérogène des traductions: en Picardie, on fait référence au *Regionalrat*, <http://www.cr-picardie.fr/uk/page.cfm?pageref=institution~institution_01>, et en Lorraine, à *Der Conseil Régional*, <<http://www.cr-lorraine.fr/deutsch.asp>>. En revanche, on remarque des traductions des noms d'institutions régionales alsaciennes sur les sites des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin: *Das beschließende Organ der Region ist der Regionalrat* <http://www.cr-alsace.fr/v2001/alsace/cdr_flash.htm>.

Les langues régionales ne semblent pas représentées sur le plan officiel dans les régions.

Départemental

Les noms des départements sont rarement traduits, mais on relève quelques exceptions :

- *L'Aube en Champagne*;
- *The Aube in Champagne*.

La principale institution départementale, le conseil régional, connaît différents équivalents, y compris dans la même région.

Département : Conseil général = Department Council

<p>Cf. région Centre <i>Department Council of Cher (Bourges region)</i> <i>Department Council of Loire-Atlantique (Nantes region)</i>, etc.</p>
<p>Mais Conseil général de la Loire-Atlantique <i>The Loire-Atlantique General Council</i>, <http://www.labaule.tm.fr/gb/liens.htm></p>

La préfecture est si spécifique qu'elle est généralement laissée en français, mais allégée de l'accent aigu, et parfois accompagnée d'une glose :

Préfecture : Prefecture – French administration in the region

Préfecture du Loiret (Orléans) / Prefecture of Indre-et-Loire (Tours)

Les langues régionales, très peu représentées sur le plan régional, sont quasiment absentes sur le plan départemental : on relève tout au plus quelques toponymes en breton au site du Finistère Penn-ar-Bed, mais pas de nom d'institution. Le Bas-Rhin, le Haut-Rhin ainsi que la Corse ne semblent pas faire une place à la langue régionale.

Local

Le niveau local, celui des villes et des communes, n'a pas fait l'objet d'une étude systématique, sauf pour les départements alsaciens. Ici, le monolinguisme est plutôt la règle, mais certaines villes, comme Mulhouse, affichent un trilinguisme de bon aloi, qui comporte quelques noms d'institutions. *La ville de Mulhouse et la Communauté d'Agglomération / die Stadt Mülhausen und die Agglomerationsgemeinschaft / Mulhouse town and district*. On remarque en passant le toponyme, cité dans le nom d'institution sous sa forme germanique, qui fait encore une fois plutôt figure d'exception (cf. Grass 2002 : 201).

Sondage par type d'activité

Partis politiques

Le sondage des institutions politiques s'est limité aux partis politiques français et les équivalents de leur nom en anglais et en allemand. À l'exception du Front national, les sites des partis ne comportent pas de texte en langues étrangères³. On en parle

néanmoins abondamment dans la presse étrangère, et on constate une différence marquée de tendance entre les journaux allemands et ceux de langue anglaise. Les noms des partis existent en traduction dans les deux langues : mais on constate que les Allemands traduisent bien moins que les anglophones. On relève 16 occurrences pour « Sammlungsbeuwegung für die Republik » (Rassemblement pour la République) contre 1 302 pour « Rally for the Republic ». Le site de l'Élysée, déjà mentionné, reste fidèle à son orientation plurilingue et confirme les traductions en allemand et en anglais de l'ancien parti du président de la République. Il laisse en français le nom du parti, mais il en propose des traductions en anglais, en allemand et en espagnol⁴.

Les sites de langue anglaise affichent en général une traduction des noms des partis français, mais laissent en général le sigle français :

Traductions en anglais des partis politiques français – présentation des élections

Socialist Party (PS)
 Communist Party (PCF)
 Other left (Greens and PRS)
 Rally for the Republic (RPR)
 Union for French Democracy (UDF)
 National Front (FN)
 Others

Bien moins souvent, on relève les noms des partis en français :

Nom de partis non traduits

Parti socialiste (PS)&MRG
 Rassemblement pour la République (RPR)
 Union pour la démocratie française (UDF)
 Parti communiste français (PCF)
 Radical-Citoyen-Vert (RCV)
 Front national (FN)

Pour l'allemand, c'est la tendance inverse que l'on observe, comme le site cité ci-dessous l'illustre bien :

Site allemand : noms de partis non traduits

Le Parti Socialiste français (PS) – Partei des ehemaligen Präsidenten François Mitterrand und des derzeitigen Premierministers Jospin.

In der Union pour un Mouvement Populaire (UMP) – am 26.4.2002 offiziell gegründet – sind die RPR (Rassemblement pour la République), Partei des derzeitigen Präsidenten Jacques Chirac und die liberale Partei des ehemaligen Minister Alain Madelin aufgegangen. Union pour la démocratie française (UDF) - Die „Union für die französische Demokratie“...

Les pays comme le Danemark semblent plus soucieux d'un rayonnement international, et les partis compensent le rayonnement moindre de la langue danoise en traduisant systématiquement le nom des partis. Un exemple : le site du parti des socialistes de gauche.

<i>Venstresocialisterne</i>	<i>Left Socialist Party of Denmark</i>	<i>Links Socialistischer Partei Dänemarks [sic]</i>	<i>Socialistas de la Izquierda de Dinamarca</i>
-----------------------------	--	---	---

Il est évident, d'après ce trop bref aperçu, que la traduction des noms des partis politiques ne se fait pas de façon uniforme dans l'espace européen. Quelques tendances semblent toutefois se dessiner :

1. Les partis « génériques » voient plus souvent leur nom traduit (*parti communiste*, *communist party*, *kommunistische partei*, etc.) ; il est vrai que dans ce cas, le passage du nom commun au nom propre est particulièrement simple : *parti communiste* (nom commun) et *Parti communiste français* (nom propre), ce qui facilite sans doute la traduction.
2. Les partis anciens bénéficient souvent d'une traduction consacrée (*Labour Party*, *parti travailliste*...).
3. Certaines communautés linguistiques traduisent plus que d'autres (les Britanniques semblent traduire davantage que les Allemands).
4. On traduit moins des langues connues vers les langues moins répandues que vice-versa (les partis danois proposent des traductions de leur nom).

Tout ceci mérite une étude systématique, pays par pays, parti par parti.

Culturel et recherche

Parmi les institutions de culture et de recherche, nous avons privilégié dans le sondage les grandes institutions nationales de la recherche publique. Celles-ci semblent conscientes de leur rayonnement international, et choisissent en général un équivalent en anglais de leur nom. L'allemand y est quasiment absent, surtout sur les pages officielles, mais on relève à l'occasion des équivalents sur d'autres sites. Puisque la traduction anglaise figure en général sur le site de l'institution en question, la variation semble assez limitée, du moins pour la même institution. D'une institution à une autre, en revanche, on relève des disparités, illustrées par le tableau ci-dessous.

Institutions nationales de la recherche

Centre national de la recherche scientifique	The National Center for Scientific Research <i>The French National Center for Scientific Research</i> <i>French National Institute for Scientific Research</i>	<i>Nationales Zentrum für wissenschaftliche Forschung</i>
Institut national de recherche en informatique et en automatique	<i>The french national institute for research in computer science and control</i>	
L'Institut National de la Santé et de la recherche Médicale	INSERM, the French Institute of Health and Medical Research	
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	<i>French Research Insitute for the exploitation of the Sea</i> <i>Ifremer</i>	
Institut Français pour la Recherche et la Technologie Polaires Institut polaire français Paul-Emile Victor (IPEV)	<i>The French polar Institute</i>	
Institut National de l'Audiovisuel (INA)	<i>Institut National de l'Audiovisuel (INA)</i>	
Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE),	<i>INSEE</i>	

Institut national d'études démographiques (INED)	<i>Institut national d'études démographiques</i> <i>INED</i> <i>French national demographic institute</i> <i>(référencement)</i>	
---	---	--

On remarque la tendance de faire entrer l'adjectif *French* dans le titre, comme équivalent «étranger» de *national*. Le CNRS se présente officiellement en anglais comme *The National Center for Scientific Research*, mais ses pages comportent également la mention *The French National Center for Scientific Research*. Certains chercheurs se présentent comme relevant du (*French*) *National Institute for Scientific Research, the French Center* (ou *Centre*) *for* (ou *of*) *Scientific Research* (avec ou sans majuscules). Comme pour les noms des ministères, l'équivalent anglais est parfois plus bref que le nom en français, le cas extrême étant l'*Institut Français pour la Recherche et la Technologie Polaires*, rendu en anglais par *The French Polar Institute*⁵.

Les organismes de recherche qui n'ont pas de statut national semblent avoir une politique de traduction bien plus aléatoire. Parfois on assiste à un refus de traduction (voir *International space university* ci-dessous), parfois celle-ci se fait dans un cas mais pas dans un autre tout à fait comparable.

	International Space University Strasbourg Central Campus	
L'Institut Européen de Téléchirurgie de Strasbourg		Das europäische Institut für Telechirurgie
ISL (Institut Franco-Allemand de recherche de Saint-Louis)		

Nom des institutions universitaires françaises

Avant de quitter les organismes de recherche, signalons la très grande disparité sur le plan des équivalences des organes de la vie universitaire française. Il s'agit de toute évidence de noms communs, mais ce sont des noms d'institutions qui sont rarement repris par les dictionnaires, et qui posent les mêmes problèmes de traduction que les noms propres.

- *Conseil d'administration*: *administrative council/board of directors*; *Executive board*; *senate*.
- *Conseil scientifique*: *scientific council*; *research council*; *research board*; *scientific board*.
- *CEVU*: *studies board*, *academic council*; *University Studies Council*.

Institutions de la vie économique

Les institutions de la vie économique sont très nombreuses, et il est rare qu'elles aient pu élaborer une politique cohérente de traduction de leur nom. Le sondage a porté sur les institutions de la région Centre, et le tableau ci-dessous donne une idée de la diversité des solutions choisies pour les équivalents de langue anglaise. Nous n'avons relevé pour l'allemand que la Chambre d'agriculture (*Bauernverband*). Non seulement on remarque une grande disparité entre les solutions retenues, mais on relève également des fautes et des approximations.

Pour Agence de développement économique (*ADP*), on relève non moins de cinq formes pour autant de mentions :

Agency of economic development for the city of Vierzon (Cher) ;

Economic development for the city of Bourges (Cher 18) ;

Touraine Development Agency (Indre-et-Loire, Tours region) ;

Department of economic development for the city of Tours (Indre-et-Loire) ;

Loir-et-Cher economic development agency (Loir-et-Cher, Blois region).

D'autres institutions se voient attribuer des noms que l'on ne peut qualifier que de bricolés :

Nom en français	Équivalent indiqué sur site	Autres noms
Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement	DRIRE Pays de Loire <i>Regional management for the research and environmental industry</i>	Regional department for industry, research and environment (DMATDL)
Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale	DATAR <i>Bretagne, Pays-de-Loire, Poitou-Charentes business investments</i> Centreco <i>Economic development Centre Val de Loire region</i>	Regional planning and action commission (DATAR)
Observatoire de la fonction commerciale des CCI de Nantes et Saint-Nazaire	Observatory of sales activity <i>for the Chambers of Commerce and Industry of Nantes and Saint-Nazaire</i>	
Centre Régional d'Economie Rurale Poitou-Charentes CRCER	<i>Regional center for rural economy</i>	
Centre d'économie rurale CER	CER 86 <i>Center for rural economy of the Vienne region</i>	
SIRCE Système d'information régionale pour la compétitivité	<i>Poitou-Charentes regional information system for business competitiveness</i>	
Jeune Chambre de commerce	Youth economic chamber of Niort (<i>Deux-Sèvres 79</i>)	
Observatoire des marques veille commerciale et marketing	Brands and trademarks observatory (<i>Sablé, Sarthe 72</i>)	
Agence pour la création d'entreprises APCE	Poitou Charentes Europe association <i>Bourges Development business setting up</i>	Business start-up agency < http://www.apce.com/index.php?type_page=IL&pays=1&rubrique_id=300000111 >

Pépinières d'entreprises, incubateurs, technopôles

Nous terminons le sondage des institutions de la vie économique par un examen sommaire de quelques micro-organismes qui sont très tournés vers l'international, et qui, de ce fait, veillent souvent à ce qu'au moins un équivalent en anglais figure sur leur site. Encore une fois, on relève une variation importante, souvent liée à des problèmes de traduction de toponymes (*Greater Lyon* – plutôt que le « tout anglais » *Greater Lyons** ou *Grand Lyon?*).

<i>Pépinière d'entreprises du Dorat et du Haut Limousin</i>	<i>Company Incubator of Le Dorat in Haut Limousin</i>	
Parc Technologique (Mulhouse)		Technologiepark (Mulhouse)
Technopôle de l'Aube en Champagne /	Technopolis in Champagne	<i>Technopôle</i> : ein Standort für High-Tech und Forschung
Strasbourg Technopôle		<i>Strasbourg Technopôle Der Innovationspark bei Illkirch</i>
Grand Lyon Technopôle	Grand Lyon Technopôle (7 sites) <i>Grand Lyon Technopole</i> (9 sites)	

Vocabulaire institutionnel – noms communs et noms propres

Comme les exemples le laissent entendre, le problème de la traduction des noms propres n'est pas différent de celui de nombreux noms communs dans le vocabulaire institutionnel. D'un point de vue pragmatique, le traducteur est livré à lui-même dans les deux cas : il a beau avoir beaucoup de ZAC, de ZUP, etc., ils sont généralement ignorés par les dictionnaires⁶, d'où la profusion d'équivalents de *Conseil général*, *conseil scientifique*, CEVU... Deuxièmement, il est évident que d'un point de vue pratique, la différence entre *Conseil général*, nom commun, et *Conseil général de la Creuse*, nom propre car référent unique, est minime, et ne fait qu'ajouter une difficulté éventuelle : la traduction du toponyme incorporé. Troisièmement, il s'agit d'un problème qui relève autant de la terminologie que de la traduction. La traduction vise à rendre un message, et fait volontiers appel à la variation pour le faire. La terminologie, en revanche, cherche à établir des dénominations stables par rapport à des référents d'un domaine donné. Le problème du traducteur est qu'il fait d'abord un travail de transmission de message, mais que le résultat est pris comme une décision terminologique. Même si on peut contester le bien-fondé de leurs décisions, les instances de normalisation des toponymes issus de l'UNESCO cherchent à résoudre un problème de variation et à établir une dénomination qui sert de référence. Ici, c'est l'approche « du bas en haut » que nous préconisons – c'est l'institution qui décide comment elle veut qu'on la connaisse.

Typologie

La typologie qu'emploie Grass (2000 ; 2002) est adaptée de celle, bien connue, de Vinay et Darbelnet et de leurs successeurs. Notre point de départ est similaire, mais nous avons été obligé de créer des classes au vu des exemples relevés dans le corpus qui ne se rangent pas facilement dans une catégorie existante. Nous pouvons concevoir les traductions/adaptations comme des divisions plus ou moins arbitraires d'un continuum allant du changement zéro par rapport au modèle au changement le plus complet. Puisque plusieurs critères peuvent intervenir en même temps, cette progression n'est pas parfaitement linéaire.

Présentation schématique d'une typologie des traductions de noms d'institutions

Catégorie	Exemple
Refus de traduction	<i>International Space University</i>
Translittération	<i>Préfecture</i> par <i>prefecture</i>
Traduction translittérée	<i>Cour de cassation</i> par <i>Court of cassation</i>
Ordre des mots conservé	<i>Université Denis Diderot</i> par <i>University Denis-Diderot</i>
Ordre des mots modifié	<i>Université Denis Diderot</i> par <i>Denis Diderot University</i>
Insertion d'élément(s)	INRIA The French National Institute for research in computer science and control
Suppression d'élément(s)	<i>Institut Français pour la Recherche et la Technologie Polaires</i> par <i>The French polar Institute</i>
Suppression et ajout d'élément	SNCF – <i>French National Railways</i>
Traductions interculturelles	Kommunal- og regionalminister → Interior minister Jeune chambre de commerce → Youth economic chamber (cf. Junior Chamber of Commerce)
Traduction plus glose	Conseil d'Etat - <i>Oberster Verwaltungsrichter (und Rat)</i>

Cas particuliers*Nom comportant un toponyme*

Non-traduction du toponyme	<i>Regional council of Pays de la Loire</i> <i>Pays de la Loire Regional Council</i>
Traduction du toponyme	<i>Lower Normandy Regional Council</i>

Orthographe

Majuscules	<i>French polar Institute</i>
Traits d'union	<i>Denis-Diderot University</i>

Traduction de développement et de sigle

Traduction du développement et du sigle	<i>Organisation de coopération économique et du développement (OCDE)</i>
Traduction du développement mais non du sigle	<i>Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD)</i>

Analyse**Degré zéro de traduction : néant, refus de traduction**

Lorsque l'école internationale *International Space University*, établie à Strasbourg, ne prévoit aucune traduction et utilise la forme anglaise même sur la documentation en langue française (nous n'en avons pas trouvé en allemand), on peut estimer qu'il s'agit d'un refus de traduction, qui représente une prise de position en faveur de l'isonymie semblable à celle prônée par les Nations Unies pour les toponymes. La différence étant qu'une institution à visée internationale remet en cause la primauté de la langue locale, ici le français.

Dans d'autres cas, il s'agirait plutôt d'un acte manqué: si les ministères français n'ont pas adopté une traduction, c'est surtout parce qu'ils ont pris du retard dans l'internationalisation de leur relations publiques. Par ailleurs, des noms traduits existent déjà, mais ils n'ont pas été entérinés par les ministères concernés.

Translittération

Dans le cas de certains emprunts, la seule adaptation peut être celle de l'orthographe. Ainsi, on traduit en anglais (ou en allemand) *préfecture* par *prefecture*, *technopole* par *technopôle*. Cette tendance est à rapprocher de l'adoption d'un logo de France Telecom sans accent aigu, même si les motivations sont différentes.

Traduction littérale

Proche de la translittération, la traduction littérale se contente de laisser dans la langue source le mot sans équivalent culturel, et de traduire le reste, comme dans *Cour de cassation: Court of Cassation*. L'emploi des majuscules est traité plus bas.

La traduction peut souvent rester littérale, car l'équivalence interculturelle est assurée, mais on peut conserver l'ordre des éléments, contrairement aux habitudes de la langue cible:

Université Denis-Diderot – University Denis Diderot.

Ou bien on peut modifier l'ordre des éléments pour se rapprocher de la norme de la langue cible: *Denis Diderot University*.

Traduction qui ajoute ou qui supprime un élément du modèle

Traduction plus ajout d'élément

- INRIA / The **French** National Institute for research in computer science and control.

Traduction qui élimine un ou plusieurs éléments

- Institut Français pour la Recherche et la Technologie Polaires / The French polar Institute.
- SNCF / French National Railways.

Traduction avec suppression et ajout d'un élément

- *National* traduit par *French*.

Dans les trois cas, on comprend que *national* dans le contexte international doit être rendu par *French* dans le cas de l'anglais.

Traduction dynamique

Traduction visant un équivalent existant dans la langue cible

- Kommunal- og regionalminister – Interior minister.

Traduction qui ne vise pas un équivalent existant dans la langue cible

- Youth economic chamber (cf. Junior Chamber of Commerce) pour Jeune Chambre de commerce.

Traduction plus glose

- Conseil d'État – Oberster Verwaltungsrichter (und Rat).

Autres paramètres

Noms d'institutions qui incorporent un toponyme

Non-traduction d'un toponyme

- *Regional council of Pays de la Loire;*
- *Pays de la Loire Regional Council.*

Traduction d'un toponyme

- *Lower Normandy Regional Council.*

Les toponymes font souvent partie d'un nom d'institution, et leur traduction renvoie aux conventions (souvent fluctuantes) adoptées par chaque communauté linguistique pour cette catégorie de noms propres.

Traduction du développement mais non du sigle

- *Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD).*

Orthographe

- emploi de majuscules (*French polar Institute*);
- emploi de traits d'union (*Denis-Diderot University*).

Les conventions orthographiques de la traduction des noms d'institutions sont parfois celles de la langue source plutôt que celles de la langue cible. C'est ainsi qu'on relève de nombreux cas d'emploi de minuscules de noms d'institutions françaises, là où l'anglais utilise normalement des majuscules, et du trait d'union pour unir un anthroponyme au sein d'un nom d'institution, convention que ne connaît pas l'anglais.

Recommandations

Que l'institution détermine ses propres traductions

S'il est évident que les grandes organisations internationales soignent la traduction de leur nom, du moins dans les trois langues étudiées, il n'en est rien dès qu'on descend au niveau national, régional et surtout local. L'examen que nous avons présenté des noms d'institutions de la région Centre laisse à penser que l'enjeu de la traduction des noms n'est pas du tout pris en compte; au contraire, on retient l'impression que le choix des équivalents est laissé au responsable du site de l'institution. Or, le nom représente en quelque sorte la vitrine de l'organisme, comme les multinationales européennes l'ont déjà bien compris, et l'image qu'il projette est largement conditionnée par une série de choix linguistiques. Sur le plan pratique, par ailleurs, il est facile de démontrer l'intérêt de bien choisir le bon équivalent pour faciliter les recherches effectuées par les moteurs les plus répandus.

Que l'institution se conforme aux normes implicites du secteur d'activité concerné

La politique de traduction, qui n'est qu'un aspect de la politique linguistique de l'organisme, ne se fait pas dans l'abstraction, ni à partir de zéro. Il existe le plus souvent des normes implicites dans le secteur concerné, et cela sur tous les plans. Il semble inopportun, par exemple, de traduire *Jeune Chambre de commerce* par *Youth Economic Chamber*, lorsque l'équivalent *Junior Chamber of Commerce* (qui par ailleurs a servi

de modèle, y compris linguistique, à l'institution française) est consacré par l'usage sur le plan international. Ceci semble s'appliquer déjà à certains secteurs – par exemple les sociétés (encore) nationales des chemins de fer, dont l'équivalent anglais est systématiquement *French National Railways*, *German National Railways*, etc.

La définition de la politique linguistique implique donc l'examen des pratiques du secteur concerné, sur les plans national et international.

*Que l'institution soit consciente de l'image qu'elle projette
dans la traduction de son nom*

Le cas de l'*European Space University* n'est probablement pas le fruit du hasard. Le choix de ne pas traduire en français le nom d'une institution sise à Strasbourg indique une politique linguistique qui privilégie l'anglais pour les besoins de l'image internationale de l'établissement, et qui laisse penser que l'anglais est la langue d'instruction, le tout dans le but d'attirer une « clientèle étudiante » (selon l'expression nord-américaine) internationale. Les universités anglaises et les autres institutions de l'enseignement supérieur en France sont en train de faire une politique linguistique par défaut : les responsables ont-ils bien réfléchi à l'image qu'ils souhaitent véhiculer ? Si c'est celle d'une université qui se réclame d'une tradition française, ils pourraient très bien jouer de l'atout que conserve le français comme langue véhiculaire, décider que dans la documentation en langue anglaise on conserve le titre français de l'université, d'adopter en fait l'attitude inverse de celle de l'Académie de Paris. Pour les autres langues, la question reste ouverte – il est sans doute utile de disposer dans les langues véhiculaires les noms des universités des langues plus « exotiques » – à savoir, par exemple, que *Turun Yliopisto* est l'Université de Turku. Mais ce cas est proche de celui de l'intégration européenne, que nous commentons brièvement ci-dessous.

Les sigles constituent un cas à part. Nous avons constaté la tendance à traduire les noms mais non les sigles. Celle-ci s'explique du fait de la perte relative de la motivation du sigle ; on peut retrouver le développement du sigle le cas échéant ; de même on pourrait remonter à une forme du sigle qui nécessite une traduction. En plus, le sigle fait souvent partie du logo, voire d'une image sonore qu'on garde de l'établissement, et il est sans doute plus sage de préserver la forme unique du sigle.

*Qu'une institution européenne observe le plurilinguisme
dans ses traductions*

Il devient urgent de pouvoir parler de toutes les institutions nationales européennes dans les autres langues de l'Union. Dans ce cas, il serait souhaitable que les services de traduction des communautés prennent au moins un rôle de coordination dans ce qui sera sans doute un chantier très important, et qu'ils définissent les termes de leur politique linguistique, qui découlent du principe du plurilinguisme. On peut imaginer par exemple qu'on privilégie les traductions-translittérations (*Court of Cassation*) lorsqu'une institution n'existe pas dans une communauté linguistique donnée, et la traduction substitution dans d'autres.

NOTES

1. « Un très grand nombre d'items apparaissant dans le corpus ne sont pas des noms propres, mais des noms communs ayant pour épithète un adjectif dérivé d'un nom propre. »
2. La notoriété (voir Grass 2002 : 25) en tant que telle n'entre pas en ligne de compte dans la présente étude. Nous partons du principe que toute institution est susceptible de souhaiter voir son nom traduit, et nous en examinons les possibilités. Ce point de départ est bien différent de celui qui constitue une base de données à vocation généraliste et qui a besoin d'éliminer un grand nombre de noms peu utilisés, qui l'encombreraient.
3. Le Front national, dont le site est trilingue (français, anglais, allemand), choisit de ne pas traduire son nom (*Front national* et non *National Front*), peut-être pour éviter tout amalgame avec des partis similaires dans d'autres pays. En revanche, la suite de caractères *Union for French Democracy*, tapée dans le moteur de recherche Google, ramène le lecteur au site (monolingue!) de l'UDF!
4. *Elected President of the Rassemblement pour la République (RPR – Rally for the Republic), successor party to the UDR (site de l'Élysée)*.
Wahl zum Vorsitzenden der Bewegung Rassemblement pour la République (RPR – Sammlungsbewegung für die Republik) (site de l'Élysée).
5. Janvier 2002 – L'IFRTP (L'Institut Français pour la Recherche et la Technologie Polaires), communément appelé Institut Polaire, devient Institut polaire français Paul-Emile Victor (IPEV), <<http://www.transpolair.com/sciences/centres/france.htm>>.
6. Une exception notable: ATEA, CRIDEL (1997), *Dictionnaire multilingue de l'aménagement du territoire et du développement local*, qui propose des équivalents dans neuf langues européennes du vocabulaire – très largement institutionnel – de ce secteur. Les noms propres y figurent en bonne place: plans (*Action de transmission-reprise pour l'Artisanat*); lois (*Loi sur l'eau*); chartes (*Charte de l'écologie urbaine et rurale et du cadre de vie*); fonds (*Fonds de péréquation des transports aériens*); les noms d'institutions sont particulièrement nombreux (*Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie*, etc.).

RÉFÉRENCES

- ATEA-CRIDEL (1997): *Dictionnaire multilingue de l'aménagement du territoire et du développement local*, Paris, La Maison du Dictionnaire.
- GRASS, T. (2000): « Typologie et traductibilité des noms propres de l'allemand vers le français », dans MAUREL, D. et F. GUENTHNER, (dir.) *Traitement automatique des noms propres, Traitement automatique des langues* 41-3, Paris, ATALA/Hermès Sciences.
- GRASS, T. (2002): *Quoi! Vous voulez traduire « Goethe »? Essai sur la traduction des noms propres allemand-français*, Berne, Peter Lang.
- KAISER-COOKE, M. (1999): « Concept Creation at the Cultural Interface », *TKE* 99, Innsbruck, p. 756-761.
- MAUREL, D. et F. GUENTHNER (dir.) (2000): *Traitement automatique des noms propres, Traitement automatique des langues* 41-3, Paris, ATALA/Hermès Sciences.
- RACICOT, A. (2001): « Traduire le monde : les noms d'universités », *L'actualité terminologique* 34-3, p. 30.
- SCHMITT, C. (1998): « Nom de lieu et nom d'entreprise; à la recherche d'une synergie idéale », dans *Actes des 7ièmes journées ERLA-GLAT*, Brest, p. 71-83.
- VAXELAIRE, J.-L. (2001): *Pour une lexicologie du nom propre*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 7 Denis-Diderot.